

original: ke

kopien : brc vdf grn dy ay kj kt dda sfr rae la mer sut wok

MOSCOUAM

BRN00093

CONFIDENTIAL

page 1 of 3

moscou, le 27 avril 1993

09h00

93

- secretaire d'etat kellenberger
- div. pol. 1
- div. pol. 3
- secr. pol.
- ddip
- dda
- service economique et financier
- ofaee, pays de l'est
- departement des finances (att. vice-directeur kaeser) / *low*
- corps d'aide en cas de catastrophe (m. amberg)

an	ME	ORC	GRF		ala
Datum	29/4				
Visa	<i>W</i>	✓	<i>W</i>		
29. APR. 1993					
Ref. E.B. 75.77. 20.07 KAZ					

s.v.p. transmettre copie a ambassade de suisse a ankara / *low*

je me suis rendu au kazakhstan (ka) du 20 au 23 avril pour presenter mes lettres de creance. cette mission s'est deroulee sous les meilleurs auspices car elle avait ete fort bien preparee, d'une part, par notre futur consul, m. antonio corbi, qui avait parfaitement organise le sejour et les rendez-vous et, d'autre part, par la div. pol. 1 et le secretariat politique, qui m'avaient muni d'excellentes instructions.

j'ai compris que, dans l'idee des autorites kazakhes, leur invitation a venir presenter mes lettres de creance devait servir du meme coup a introduire et installer notre nouveau consul et devait coincider avec la mission d'une delegation de l'office federal de l'air. on avait ainsi affaire a une sorte de "semaine suisse" qui permit a nos interlocuteurs d'insister sur l'importance qu'ils accordent aux relations avec notre pays.

mes principaux interlocuteurs ont ete :
 vice-president e.m. asanbaev, pour la presentation des lettres,
 vice-premier ministre chabagin (couvrant les ministeres du secteur economique), mae t.s. souleimanov, vice-ministre ae s.a.
 kourmangozine, vice-ministre de la sante a.k. machkeiev, premier vice-ministre des relations economiques exterieures v.v.
 kostyuchenko, et les ambassadeurs de turquie, des etats-unis, de grande-bretagne.

cette visite m'a semble placee sous le signe d'un certain desenchantement (exactement : ernuechterung) chez nos hotes. alors que, lors de mon voyage du mois de juin dernier (voir mon tg 155 du 06.06.92), on me definissait comme un but essentiel de la politique economique du ka d'eviter de se trouver, par rapport au monde occidental, dans une situation de relation nord-sud, on ne le dit plus maintenant et on semble accepter d'etre, pour de longues annees encore, un fournisseur d'energie et de matieres premieres. l'industrialisation, qu'on presentait en 1992 comme un objectif immediat, est maintenant renvoyee a un stade posterieur. on évoque la possibilite de contrats avec des industries occidentales aux termes desquels certaines activites de transformation seraient d'abord effectuees en occident, puis progressivement rapatriees au ka, ou des entreprises occidentales construiraient les usines necessaires.

28.4.93

13.30h

za

Dodis



on pourrait aussi parler de disenchantement quant a l'exercice de la souverainete. 1992 a ete voue a l'affirmation d'une souverainete certes imposee par les circonstances mais pleinement assumee. 1993 sera, comme il etait previsible, l'annee d'un certain resserrement des liens avec la russie. a un mouvement centrifuge succede une correction centripete. le commerce avec la cei represente, me disent mes interlocuteurs, 17 fois celui avec le monde exterieur et cette imbrication des economies doit etre reconnue et organisee.

je constate enfin un certain desenchantement en ce qui concerne le role de la turquie, en laquelle on voyait l'annee derniere un modele. on ne le dit plus et l'ambassadeur de turquie lui-meme affiche un certain pessimisme. certes, dit-il, les relations privilegiees continueront de se developper entre son pays et les republicues centre-asiatiques, mais la turquie n'a pas le poids economique de l'europa occidentale et des etats-unis et on ne devrait pas exagerer l'affinite culturelle entre elle et les pays de la region. par sa nature meme, la culture turque a peu de poids et sa contribution a ete recouverte par un apport slave beaucoup plus important. il s'y ajoute actuellement l'attrait de la civilisation moderniste occidentale. essentiellement, la turquie voudrait eviter de se trouver en rivalite avec la russie dans cette region, car le role stabilisateur qu'elle entend jouer deviendrait alors, au contraire, destabilisateur.

je vous rends compte ci-dessous de l'execution des divers mandats que vous avez bien voulu me confier :

a r m e s n u c l e a i r e s :

mes interlocuteurs ont souligne que ces armes sont un fardeau pour le ka, qu'elles lui ont coute des dommages enormes en terme de sante de la population et que le ka ne veut pas se considerer comme une puissance nucleaire. il a ete le premier etat a ratifier "start 1" et il s'en tiendra strictement aux stipulations du protocole de lisbonne qui fournit les normes d'application de cet accord. il ne met aucune condition au retrait des armes nucleaires, du moins a l'egard des etats europeens, et se contente d'attirer l'attention sur le cout de l'operation. en echange de l'abandon de ces armements, il entend, en revanche, obtenir des etats-unis une garantie de sa securite (cette declaration surprenante m'a ete faite par le premier vice-ministre des ae, mais n'a pas ete reprise par le ministre).

c o n f e r e n c e d e s e c u r i t e a s i a t i q u e :

les propos de mes interlocuteurs ont ete vagues. il en ressort qu'une conference d'experts, ou meme des mae, pourrait se tenir vers la fin de l'annee. m. souleimanov dit meme envisager, pour un stade posterieur, une fusion de la csce et de la conference asiatique.

a s s i s t a n c e :

il ne m'a rien ete demande quant au partage de notre credit et notre aide ponctuelle n'a pas ete sollicitee avec insistance. le vice-president a sollicite une nouvelle fois notre assistance en matiere de formation de cadres bancaires.

t r a i t e s :

le vice-ministre ae me dit que le ka reprend en principe les

traites conclus par l'union sovietique et il m'a demande, pour permettre un examen concret, de lui envoyer la liste de ces traites (deja remise l'annee derniere) avec le texte des accords.

j'ai fait part a chaque interlocuteur de notre desir d'accelerer la signature de l'accord de protection des investissements et de l'accord de cooperation economique. je n'ai d'abord rencontre aucun echo et on semblait ne pas savoir de quoi je parlais, probablement a la suite du remplacement du vice-ministre des relations economiques exterieures qui avait negocie l'accord. finalement, mes efforts ont porte leurs fruits et lors de mon entretien avec le ministre ae, qui etait le dernier du programme, mon interlocuteur m'a dit etre pret a signer dans le courant de mai. j'ai toutefois vu qu'il n'en serait rien car d'autres propos du ministre m'ont montre que la question des langues du traite etait loin d'etre resolue et causerait bien des difficultes. le ka semble en effet tenir a l'usage de sa langue nationale comme version officielle. je saurais gre a l'ofaee de bien vouloir m'informer de son point de vue a ce sujet. l'ambassadeur des etats-unis me dit que, dans le cas du traite de protection des investissements conclu par son pays, des mois ont ete perdus a attendre l'etablissement du texte kazakh, qu'il a ensuite fallu faire controler aupres de la seule personne aux etats-unis qui maitrise cette langue (un professeur d'universite dont je pourrai vous donner le nom et l'adresse).

durant mon sejour, une delegation de l'office federal de l'air a paraphe un accord sur les services aeriens.

c s c e :

selon le vice-ministre ae, des raisons financieres expliquent seules que la presence du ka aux reunions csce soit irreguliere. on apprecierait que la suisse puisse faire un geste pour faciliter cette presence, du moins pour les reunions se tenant sur notre territoire.

a i d e h u m a n i t a i r e :

comme convenu oralement avec m. amberg, j'ai essaye de savoir quels etats ou quelles organisations internationales auraient des actions d'aide en cours, a ust-kamenogorsk ou ailleurs. je me suis heurte a une totale ignorance des representants du ministere de la sante. cette affaire devra etre reprise a un autre niveau.

r e p r e s e n t a t i o n d i p l o m a t i q u e :

selon les instructions orales du secretaire d'etat kellenberger, j'ai evidemment evite d'aborder avec mes interlocuteurs kazakhs la question d'une eventuelle accreditation de tachkent. en revanche, les trois ambassadeurs de turquie, des etats-unis et de grande-bretagne, qui m'ont interroge sur nos intentions, ont chacun de son cote affirme categoriquement qu'une telle accreditation n'entre pas en ligne de compte. l'ambassadeur des etats-unis va meme jusqu'a dire qu'en raison des ressentiments des etats de la region envers l'ouzbekistan une ambassade a tachkent ne pourrait etre accreditee nulle part au-dehors. le representant du fmi s'exprime dans le meme sens. son organisation voulait ouvrir une representation unique pour les cinq etats d'asie centrale et ce projet a suscite un tel tolle que le fmi a du se resoudre a ouvrir un bureau dans chaque capitale.
ritter